

## AKTUELL

HIV

# Zu viele Neuinfektionen

Tessie Jakobs

**Im Vergleich zu den vergangenen Jahren ist die Zahl der HIV-Neuinfektionen in Luxemburg gestiegen. Das Gesundheitsministerium will nun darauf reagieren.**

„Wir können keine positive Bilanz ziehen“, so Gesundheitsministerin Lydia Mutsch auf einer Pressekonferenz am vergangenen Mittwoch. Der Jahresbericht 2016 des Comité de surveillance du SIDA verzeichnet einen traurigen Rekord: Im letzten Jahr kam es zu 98 HIV-Neuinfektionen. 2015 waren es noch 94 gewesen. 75 Neuinfizierte waren Männer, 25 Frauen. Besonders betroffen sind die 26 bis 35-Jährigen.

39 Personen haben sich durch heterosexuellen, 32 durch homo- oder bisexuellen Geschlechtsverkehr angesteckt. Während nach wie vor Sexualekontakte die Hauptursache der Verbreitung bilden, lässt sich seit 2014 eine Zunahme der Infektionen durch intravenösen Drogenkonsum feststellen. Ein Prozent der DrogenkonsumentInnen hat sich 2016 auf diesem Wege infiziert.

Mutsch zufolge ist dies vor allem auf die erhöhte Verfügbarkeit von Kokain zurückzuführen. Im Vergleich mit Heroin verfügt Kokain über eine geringere Wirkungsdauer, sodass es öfter injiziert werden muss. Mehr Injektionen bedeuten eine höhere Risikoexposition. Auch greifen Kokainabhängige seltener auf Hilfsstrukturen zurück und meiden überwiegend die Drogenkonsumräume. Sie sind häufig gesellschaftlich abgehängt und nicht krankensensibel.

Problematisch ist, dem Präsidenten des Aids-Komitees, Vic Arendt, zufolge, die zentralisierte Situation in der Hauptstadt. Dadurch, dass die Mehrheit an einem einzigen Ort - nämlich der Fixerstube - zum Drogenkonsum zusammenkommt, sei die Ansteckungsgefahr besonders hoch. Diesem Problem müsse durch eine Verbreiterung des Angebots von Konsumräumen begegnet werden.

Eine Einrichtung in Esch/Azette soll ab 2018 einsatzfähig sein. Weitere sind jedoch nicht in Planung, so die Gesundheitsministerin.

## Neue Maßnahmen geplant

Als Ergänzung zu bereits bestehenden Maßnahmen wie der Präventionsarbeit und der Verteilung von sterilem Injektionsmaterial plant das Gesundheitsministerium in Zusammenarbeit mit der HIV-Beratung nun weitere Schritte. So etwa ein mobiles Zentrum, das eine verbesserte Kontaktaufnahme mit anfälligen Gruppen ermöglichen soll. Im Unterschied zu vielen anderen Ländern sei ein Hilfesystem durchaus vorhanden, so Mutsch. Nun gelte es, möglichst viele Betroffene dazu zu bringen, dass sie auch von ihm Gebrauch machen.

Doch nicht nur Drogenabhängige und Prostituierte sollen angesprochen werden.

Die Bevölkerung insgesamt gelte es zu sensibilisieren, so Mutsch. Nicht nur in der Drogenszene habe

die Angst vor einer Ansteckung abgenommen. Auch in der breiteren Bevölkerung sei die Hemmschwelle für ungeschützten Sex gesunken. Einer Sensibilisierung für „Safer Sex“ komme deshalb bei der Aids-Prävention nach wie vor zentrale Bedeutung zu.

Zurzeit wird darüber nachgedacht, künftig DrogenkonsumentInnen mit erhöhtem Risiko sogenannte Preps (Profilaxie pre-exposition) zur Verfügung zu stellen. Alle Maßnahmen werden im nächsten Nationalen Aids-Aktionsplan festgehalten. In Luxemburg sind zur Zeit 1065 Menschen / Personen mit dem HIV-Virus infiziert.

## SHORT NEWS

## Macron en visite : la liberté de la presse bafouée

(lc) - Ils sont jeunes, ils sont beaux, ils sont libéraux : mardi prochain, le trio infernal du néolibéralisme décomplexé européen - Emmanuel Macron, Charles Michel et leur hôte Xavier Bettel - va donc faire son petit show au Luxembourg. On dit bien show, car ces messieurs n'ont pas prévu de dialoguer ni avec les citoyens ni avec la presse. Alors que la première invitation reçue par les médias incluait seulement un point photo, une deuxième mentionnait une « déclaration » à la presse. Interrogé par le woxx, le Service information et presse du gouvernement a bien confirmé que les journalistes ne pourront pas poser de questions. Le verrouillage de la communication par le nouveau locataire de l'Élysée a déjà causé l'émoi en France et jusqu'à la Fédération européenne des journalistes. L'attitude de Macron se marie bien avec la politique médiatique de son collègue luxembourgeois, qui lui aussi ne semble pas apprécier le droit à l'information, faisant de la transparence promise un plan de com sans conséquence. Donc, si mardi prochain nous aurons bien droit à la « pensée complexe » de Jupiter Macron, il ne pourra malheureusement pas nous l'expliquer en cas de malentendu...

## Bure : c'est compliqué

(da) - C'est compliqué. C'est, en gros, la réponse des ministres Carole Dieschbourg et Lydia Mutsch à une question parlementaire du député CSV Marcel Oberweis concernant les risques d'incendie sur le site d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure en France. La question parlementaire fait suite à une expertise de l'Institut de radioprotection et de sûreté nationale (IRSN) qui pointe d'importantes failles dans le projet de Bure. Notamment le risque important de propagation d'incendie dans les galeries souterraines prévues pour le stockage. « Le gouvernement suit avec beaucoup d'attention l'évolution de ce dossier », expliquent la ministre de l'Environnement et la ministre de la Santé dans leur réponse. Un dossier « qui montre à quel point le recours à l'énergie nucléaire pose de multiples problèmes ». Le gouvernement entretiendrait des contacts réguliers avec les autorités françaises ainsi qu'avec l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), qui est responsable de l'autorisation du projet. Et de rappeler qu'en 2003, le gouvernement de l'époque avait commandé une étude géologique destinée à évaluer les risques éventuels pour le Luxembourg. Une étude qui avait conclu que les risques spécifiques pour le grand-duché n'étaient pas importants - mais que le projet en général avait des failles.

## Blanchiment : Mosar en pince pour les bénéficiaires

(lc) - Dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, l'Union européenne a, en 2015 déjà, émis une directive qui force les États membres à plus de transparence, notamment en ce qui concerne l'identification des bénéficiaires réels de certains produits financiers. Elle vise donc aussi le « core business » de pans entiers de la place financière. Ce qui inquiète le député et avocat d'affaires Laurent Mosar - qui visiblement a un peu de mal à décider s'il représente le peuple ou ses clients. Pas satisfait d'une première réponse à une question parlementaire sur la transposition en droit luxembourgeois de ladite directive (il la qualifie, à juste titre d'ailleurs, de « lapidaire », vu qu'elle se contente de remâcher le contenu de la directive sans aller dans le détail), il la repose donc au ministre de la Justice Félix Braz. Outre la question des bénéficiaires économiques, le député CSV se montre préoccupé par le rôle joué par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), notamment en ce qui concerne le relais de ces nouvelles dispositions aux acteurs de la place financière. Comme si ces derniers ne disposaient pas de l'appui des Big Four pour s'adapter aux nouvelles réglementations et les contourner. Mosar est vraiment trop gentil.